SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 24 DÉCEMBRE 1901.

Proposition de Loi autorisant la reconnaissance légale des sociétés de secours mutuels ayant pour objet de fournir, à leurs membres, des secours temporaires en cas de chômage involontaire.

DÉVELOPPEMENTS.

Les crises périodiques, que subit le travail, ont amené la fondation de caisses d'assistance pour le chômage involontaire, rattachées le plus souvent à des Unions professionnelles.

Cette prévoyante initiative de la classe ouvrière est louable, et alors que l'expérience a démontré l'impossibilité de constituer, dans le même but, des organismes officiels, les pouvoirs publics doivent borner leur intervention à subsidier des sociétés privées *légalement reconnues*.

Les caisses de chômage des Unions professionnelles qui, d'après la loi du 31 mars 1898, ne se conçoivent qu'entre personnes d'une même profession, ne peuvent réunir la diversité des risques qui font la sécurité et la prospérité des institutions sérieuses d'assurances; une seule année calamiteuse, pour la seule profession représentée par l'Union, suffit à la ruiner.

Il semble donc désirable que les travailleurs de métiers différents, aient la faculté de se grouper en mutualités générales, en vue de constituer des caisses de chômage involontaire, et que pareilles associations puissent obtenir la reconnaissance légale que la loi du 23 juin 1894 leur refuse.

La reconnaissance légale permettrait, en effet, aux pouvoirs publics, conformément à la loi du 19 mars 1898, de venir en aide à des institutions offrant les garanties indispensables de sécurité et de contrôle, et dignes de tous les encouragements.

La mesure préconisée est demandée à la Législature par des pétitions de la ville de Bruxelles et d'autres communes de l'agglomération bruxelloise.

Le Sénat a été saisi de ces pétitions auxquelles cet exposé se réfère et qui justifient la présente proposition.

PROPOSITION DE LOI.

—
ARTICLE UNIQUE.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 1^{er} de la loi du 23 juin 1894 sur les sociétés de secours mutuels :

V. Assurer aux sociétaires, des secours temporaires en cas de chômage involontaire.

EMILE DE MOT.

WETSVOORSTEL.

—
EENIG ARTIKEL.

De navolgende bepaling wordt toegevoegd aan het 1^{ste} artikel der wet van 23 Juni 1894 op de maatschappijen van onderlingen bijstand :

V. Aan de leden tijdelijken onderstand te verzekeren in geval van onvrijwilligen arbeidsstilstand.

EMILE DE MOT.

« Bruxelles, le 16 décembre 1901.

» A Messieurs les Membres du Sénat et de la Chambre des Représentants.

» Messieurs,

» Depuis plusieurs années, les Bourgmestres de l'agglomération bruxelloise, réunis en conférence, ont mis à l'étude le mode d'organisation de Caisses destinées à secourir les ouvriers victimes du chômage involontaire, et plusieurs Conseils communaux ont été saisis de la question.

» Des concours ont été ouverts et des solutions diverses ont été préconisées. De ces travaux il ressort que l'intervention des Pouvoirs publics est nécessaire pour une œuvre qui revêt un caractère incontestable d'utilité générale.

» Malheureusement l'état actuel de la législation ne permet guère cette intervention dans les conditions indispensables de garantie et de sécurité : dans une société particulière, la vigilance même des associés amène une surveillance incessante ; — il n'en serait pas de même si la commune érigait elle-même une caisse officielle. — Aussi l'avis a-t-il prévalu qu'il faut laisser à l'initiative privée, mais subsidiée par les Pouvoirs publics, la création d'institutions semblables.

» En vue de rendre possibles et efficaces ces interventions, le législateur a cru qu'il suffisait de conférer la personnification civile aux Unions professionnelles qui réunissent les conditions déterminées par la loi.

» La loi du 31 mars 1898 n'interdit pas, en effet, aux Unions professionnelles de parer aux dangers du chômage involontaire. Mais l'identité inévitable des risques, — alors que les Unions n'existent qu'entre membres d'une même profession, — ne donne pas à des caisses de ce genre des chances de succès : une seule année calamiteuse, pour la seule profession représentée par l'Union, suffirait à ruiner celle-ci.

» Il serait donc à désirer que, comme dans tous les établissements sérieux d'assurances, les risques divers arrivent à se grouper en une institution générale, ouverte à tous, et que la caisse puise sa force et sa vitalité dans cette diversité même.

» A ce point de vue, une grande mutualité s'imposerait ; mais la loi du 23 juin 1894 a, par le texte limitatif de l'article 1^{er}, refusé la reconnaissance légale aux sociétés de secours mutuels ayant le chômage involontaire pour objet.

» Dans notre vif désir de faire droit à des vœux souvent exprimés, nous demandons, Messieurs, à la Législature de lever cette interdiction et, en autorisant la reconnaissance légale d'associations de prévoyance si hautement louables, de permettre aux Pouvoirs publics d'intervenir efficacement dans une œuvre sociale digne de tous les encouragements.

» Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de notre parfaite considération.

» *Le Conseil communal de Bruxelles.* »